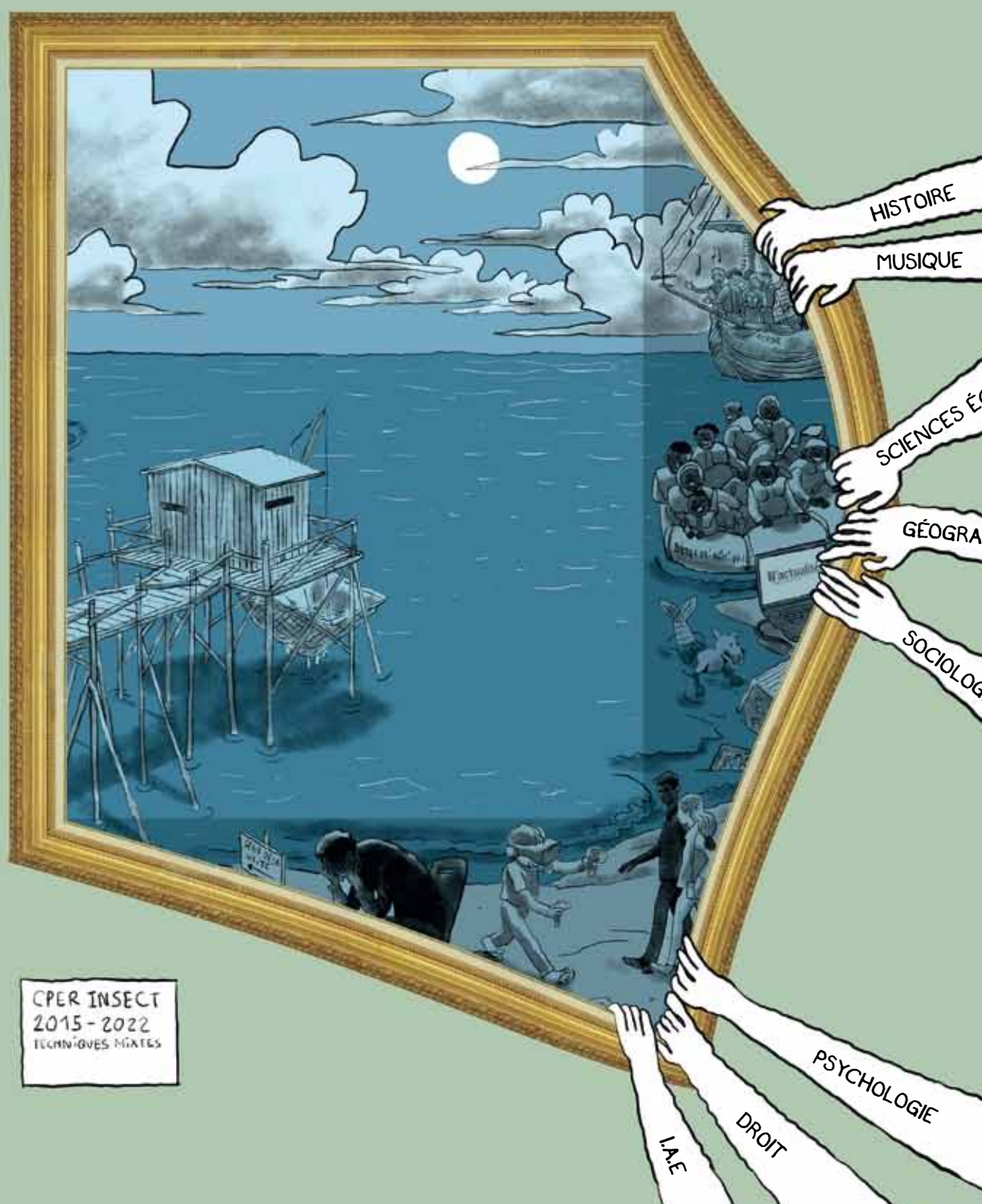


LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DANS TOUS LEURS ÉTATS

La recherche collective en action

Sous la direction de : Dominique Royoux, Sylvie Sap et Julien Gaillard

Financements et territoires



L'ÉTUDE DU LIEN entre les modes de financement et les territoires s'inscrit dans une logique qui englobe à la fois les dimensions locales, nationales et internationales. Il s'agit non seulement de comprendre les mécanismes économiques et financiers qui permettent aux entreprises de se financer, mais également d'analyser comment celle-ci réagissent en cas de crise, et dans quelle mesure elles parviennent à dépasser une phase critique.

Les travaux menés dans le cadre de ce thème de recherche ont comporté plusieurs volets. Tout d'abord, au niveau macro-économique la crise sanitaire a illustré la manière dont les Etats ont répondu aux besoins financiers tant des entreprises que de l'ensemble des ménages, en s'appuyant notamment sur le système bancaire comme relais de la politique d'aide mis en place. Ensuite, nous avons observé comment les banques ou les autres sources de financement comportant une dimension locale, régionale ou nationale peuvent jouer un rôle spécifique dans le financement de l'activité économique de leur territoire.

Sur un plan méso-économique, nous nous sommes intéressés à l'impact d'une catastrophe majeure sur une entreprise, du point de vue industriel localement mais aussi quant aux conséquences financières sur son activité et au-delà son secteur, et sur le pays au travers de choix gouvernementaux à long terme. Le cas de la firme TEPCO, exploitante de la centrale de Fukushima est à ce propos tout à fait éclairant. Ainsi, suite à la triple catastrophe, naturelle, industrielle et environnementale, nous avons mis en évidence non seulement la baisse spectaculaire et durable de la valorisation de cette firme sur le marché boursier japonais, mais également l'impact majeur de cet événement dramatique sur tout le secteur de la production électrique au Japon. Au-delà, les pouvoirs publics, ont dû intervenir afin d'apporter l'aide indispensable pour indemniser les victimes et éviter une rupture d'approvisionnement électrique de près du tiers des foyers et du tissu industriel.

Au plan micro-économique nos travaux se sont déployés dans plusieurs domaines. Le finance-

ment des entreprises par les marchés des actions nécessitant un accès permanent des investisseurs à une très grande quantité d'informations économiques, il est nécessaire que les analystes financiers fournissent leurs études de façon régulière afin de fournir une aide à la décision des opérateurs sur les marchés. Se pose alors la question du nombre d'analystes nécessaires pour suivre l'ensemble des sociétés cotées, de la fréquence de diffusion de leurs résultats, et de l'influence de ceux-ci sur la valeur des actions cotées.

Dans une optique territoriale plus large et internationale, nous nous sommes intéressés également aux potentielles anomalies de rentabilité des actions sur les marchés boursiers, au travers du cas des pays d'Europe centrale et orientale. La réouverture relativement récente de ces pays à l'économie de marché et la taille souvent réduite de leurs Bourses soulèvent la question de la convergence de leurs marchés financiers avec ceux des autres pays industrialisés, d'Europe ou au-delà.

Enfin, un autre volet de nos recherches a porté sur l'économie sociale, qui rassemble des entreprises qui privilégient le service rendu à une collectivité d'acteurs dans un esprit de solidarité, par opposition à la recherche du profit pour les actionnaires. En France, la loi ESS de juillet 2014 a donné une nouvelle légitimité à ces organisations qui bénéficient désormais d'un cadre juridique clair et, par les dispositions de cette loi, d'un environnement favorable pour se développer. De façon paradoxale, ces entreprises dont certaines étaient habituées à vivre grâce, notamment, à des financements publics, font désormais face à une pénurie de ressources de la part de l'État et des collectivités. Cette évolution du contexte les oblige, sinon à modifier leur vision basée essentiellement sur la promotion de valeurs sociales et humanistes, au moins à mettre en avant l'apport de valeur à la fois économique, environnementale et sociale qui justifierait des contreparties financières de la part des pouvoirs publics.

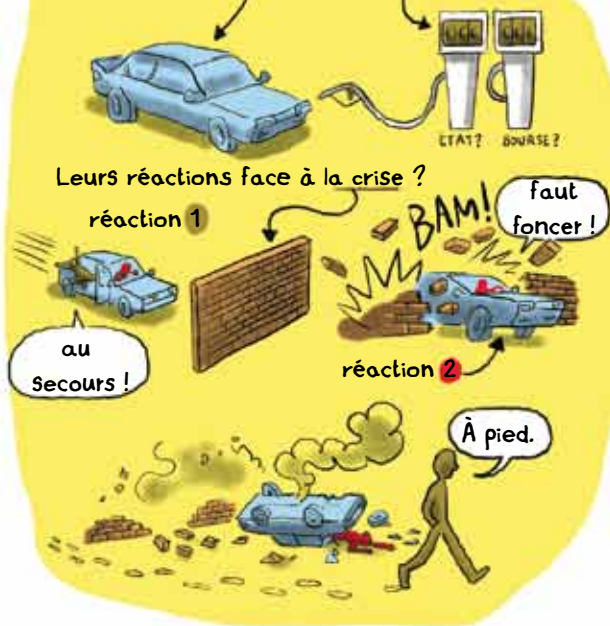
Avec le soutien de :



FINANCEMENTS et TERRITOIRES

OBJECTIF : comprendre les mécanismes économiques et financiers.

Comment les entreprises se financent ?



ÉCHELLE MACRO :



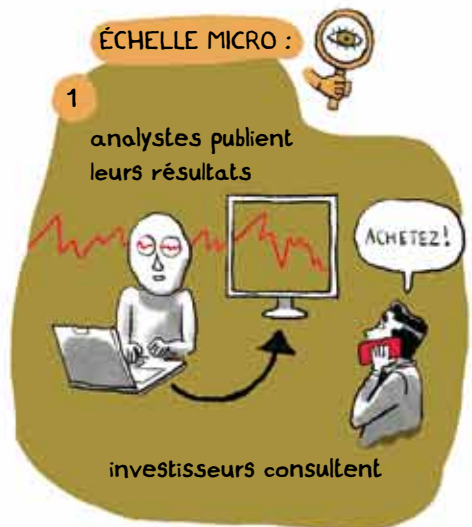
ÉCHELLE MÉSO :



l'exemple éclairant de la firme TEPCO :



ÉCHELLE MICRO :



Combien d'analystes pour suivre toutes les sociétés cotées ?



2 Existe-t-il un effet janvier en Europe centrale et orientale ?



3 Économie sociale :



